



## En kiosque

La une du jour [PDF]



## Rubriques

Actualité  
 Au fil des jours  
 Bonjour  
 Chronique Judiciaire  
 Chroniques  
 Contributions  
 Couverture  
 Culture & Médias  
 Economie  
 Finances  
 Instantanés  
 International  
 Nation  
 Société  
 Sports

## Chroniques

Judiciaires de A.A. O.

Un faux policier plume les amoureux

## Suppléments

Automobile  
 Magazine  
 Emploi & Entreprise

## Finances

## Le Maroc noté par Oxford Business Group

La présentation du rapport 2006 du cabinet britannique Oxford Business Group met en exergue les chantiers et les réformes en cours dans le Royaume.

En partenariat avec la direction des Investissements extérieurs, le cabinet britannique Oxford Business Group a présenté à la presse, mardi 30 mai 2006, les principales conclusions de son rapport Emerging Morocco. L'étude, destinée en général au monde anglo-saxon présente les chantiers du Maroc ainsi que les principales réformes en cours. **Pas moins de 150 entretiens avec des acteurs du gouvernement, des agences et établissements publics et du secteur privé, toutes activités confondues, ont été réalisés par le cabinet britannique.**

Au plan macro-économique, **Benjamin Jullien** note dans sa présentation du rapport que «le Maroc est parvenu en 2005 à absorber des chocs importants, tels que la sécheresse, la hausse continue du prix de pétrole, l'opération «Intikala» des départs volontaires définitifs (qui a permis de réduire la masse salariale du secteur public d'un point du PIB) et l'assainissement des Caisses de retraites». Le rapport note que le niveau de l'investissement public devrait atteindre 10 milliards de dollars cette année.

Pour les experts ayant conduit l'étude, cette résilience de l'économie nationale s'explique par plusieurs facteurs. Le principal est sans aucun doute le fait que les autorités soient enfin parvenues à déconnecter, au moins partiellement, la croissance non agricole de l'évolution, par nature erratique, du PIB agricole. Le rapport note que malgré la sécheresse, la croissance du PIB non agricole s'est maintenue au-dessus des 4% l'an dernier et devrait approcher les 5% en 2006, tandis que la bonne récolte qui s'annonce devrait permettre à la croissance totale d'atteindre 7%.

Il n'en reste pas moins, note **M. Jullien**, que de «trop nombreux pans de l'économie nationale continuent d'échapper à l'impôt, ce qui tend à augmenter la charge fiscale pesant sur les leaders de l'économie nationale ». Et de saluer le travail mené actuellement par le Maroc dans sa façon d'évaluer son PIB. Hassan Bernoussi des investissements extérieurs le soulignera d'ailleurs : «Sur les cinq dernières années, l'évaluation du PIB avait tendance à accorder une pondération importante au blé et à l'orge ». Le passage aux nouvelles règles comptables permettrait au Maroc une réévaluation à la hausse de son PIB de l'ordre de 11%. Pour le directeur des Investissements extérieurs, le Maroc est en train de changer sur tous les plans. La preuve, explique-t-il, en 1990, le Royaume attirait à peine 500 millions de dollars d'IDE (Investissements directs étrangers). En 2005, cet apport se chiffrait à 2,5 milliards d'euros.

L'ouverture de l'économie, l'amélioration de l'environnement d'affaires et les accords de libre-échange signés avec un certain nombre de pays expliquent ce dynamisme. Le Maroc est désormais ouvert à un espace économique d'un milliard de consommateurs. Aussi, préconise M. Bernoussi, «nous devons vendre le pays en tant que plate-forme d'exportation». Et de se dire persuadé que l'offre marocaine en offshoring sera très agressive. Pour sa part, maître Azzedine Kettani du cabinet KLF, présent lors de la présentation du rapport, a mis en exergue les réformes intéressant la communauté d'affaires : loi contre le blanchiment d'argent, loi sur les offres publiques et le code de l'arbitrage, actuellement dans le pipe. Quant à Younès Benjelloun de CFG, en bon représentant de la communauté financière, il établira un parallèle entre le CAC 40 français, détenu à 40% par les fonds de pension américains et la Bourse de Casablanca où les étrangers ne détiennent pas plus des 5%. «Il y a du progrès à faire », note le CFG'iste qui finira son intervention par un autre parallèle : les taux de base du Trésor marocain qui sont inférieurs à ceux du Trésor américain. Les membres d'Oxford Group l'ont sûrement noté.

## A lire aussi:

- Un forum pour l'innovation
- ADP : la privatisation commence
- L'ONCF pour un audit managérial

## Hors-série

### EN KIOSQUE



## Forums de discussions

Réagissez et échangez vos points de vue sur l'actualité, à travers les nombreux forums aux sujets mis à jour chaque semaine.

## Mon journal

Chaque matin les titres d'Aujourd'hui Le Maroc en avant première dans votre boîte e-mail.

## Archives

- Consulter les archives
- Recherche avancée

## Sondage

A qui incombe la responsabilité de la non-retransmission des matchs du mondial 2006 :




 Au gouvernement

 La FIFA

 Sans avis

Par : [Adam Wade](#)

Le 1-6-2006

 [imprimer l'article](#) |  [envoyer à un ami](#) |  [Format PDF](#)

### Espace Lecteurs

Envoyez vos réactions

### Baromètre de Confiance



Classement des 100  
personnalités Marocaines

### Cote du Gouvernement

Indice de satisfaction du mois  
de Juin



Parmi les membres du  
gouvernement votez pour  
celui dont l'action vous  
semble la plus satisfaisante

[Afficher la liste des noms](#)

[Qui sommes-nous ?](#) | [Publicité](#) | [Job](#) | [Nous contacter](#) | [Espace lecteurs](#) | [Favoris](#) | [Démarrage](#)